



L'ARMÉE

...et ses complexes

D EPUIS le prononciamiento du 13 mai 1958, l'armée — et plus particulièrement « l'armée d'Algérie » — est devenue un des facteurs essentiels de la vie politique française.

Chaque fois que l'on parle de l'armée, on est tenté d'ajouter qu'il ne saurait être question d'une généralisation hâtive et malveillante, que « certains éléments de l'armée » ne sont pas toute celle-ci, que sur les 400.000 hommes du corps expéditionnaire, les soldats du contingent sont la majorité, que les cadres d'activité eux-mêmes ne sont pas tous « à mettre dans le même sac ».

C'est vrai.

Mais vain.

Car le 13 mai 1958 a montré ce que l'on peut attendre des éléments sains de l'armée. Ils pensent sans doute mieux que les autres — mais ce sont les autres qui agissent. Et même lorsque le général Salan a fini par se résoudre à accomplir ce saut dans l'illégalité qui pouvait signifier pour lui le conseil de guerre, en signant l'ordre d'occupation de la Corse, l'armée a maintenu sa cohésion. Elle porte donc, collectivement, la responsabilité du coup de force.

C'est d'ailleurs ce souci de préserver malgré tout, à tout prix, le mythe de

l'unité de l'armée qui explique la passivité complice du plus grand nombre. Les éléments « activistes » de l'armée l'ont bien compris. Ils savent qu'ils ne sont qu'une minorité, mais que, le moment venu, si cette minorité prouve, par son mordant, qu'il faut la suivre ou la combattre, elle sera suivie — comme au 13 mai.

On ne nous en voudra donc pas d'écrire ici « **l'armée** » et même lorsqu'il ne s'agit que de la minorité agissante du corps des officiers, et « **l'armée d'Algérie** », même s'il n'est question que du noyau activiste qui, à Alger, consacre plus de temps à préparer de futures opérations en métropole qu'à courir le djebel.

Cette hantise de voir rompre un jour l'unité de l'armée s'explique par un mot qui, à force d'avoir été galvaudé, a cessé d'être à la mode et peut, à nouveau, retrouver sa signification véritable : l'armée est dévorée de complexes.

Le mal a aujourd'hui exactement vingt ans : il a pris naissance au printemps 40. Il s'est développé ensuite pendant quatre ans, lorsque la certitude du mauvais choix, plus encore peut-être que la mauvaise conscience, s'est peu à peu imposée, même aux esprits les plus obtus.

La Libération n'a pas délivré l'armée de ses complexes, bien au contraire. Elle a accentué rancœurs et amertumes, en prouvant que les « émigrés » avaient eu raison, et que la canaille avait sauvé l'honneur.

Restait, pour se refaire à bon compte une virginité, l'« Empire ». Ce fut la guerre d'Indochine, l'indépendance rendue au Maroc et à la Tunisie, et, aujourd'hui, reconnue aux anciennes possessions françaises d'Afrique et de Madagascar.

Chaque fois, partout, l'armée s'est engagée à fond — et, chaque fois, on l'a engagée à faux. Car il est juste de reconnaître la responsabilité des gouvernements, de tous les gouvernements successifs qui, faute de précéder l'événement, faute de définir une politique, ont lancé l'armée en flèche et l'ont, ensuite, tantôt désavouée, tantôt abandonnée, toujours ridiculisée. Aujourd'hui, l'armée se raccroche, comme un naufragé à une bouée, à l'Algérie. Elle a, pour cela, des raisons multiples.

CERTAINES sont peu honorables. Il est impossible de n'en point parler; il serait injuste de leur attribuer trop d'importance. Nous les évoquerons simplement, sans insister outre mesure. La dépréciation des armements conventionnels, la nécessité de « repenser » la défense nationale, voire la « menace » d'un désarmement, sont autant de risques de voir intervenir, à plus ou moins brève échéance, une réduction massive des effectifs. Cette reconversion impliquerait, d'un point de vue individuel, d'autres reconversions difficiles et parfois douloureuses.

Par contre, sur le plan matériel, l'affaire d'Algérie présente quelques

avantages qui ne sont pas jugés par tous négligeables.

En d'autres termes, lorsque l'alternative est la suivante : ou la double solde ou la demi-solde, on comprend que certains n'hésitent pas à choisir.

Espérons toutefois que ceux pour qui le problème se pose en ces termes ne sont qu'une minorité.

D'autres obéissent à des préoccupations moins sordides sinon vraiment plus désintéressées, ce sont ceux, et ils sont plus nombreux qu'on ne croit, qui aiment le métier qu'ils ont choisi, et sont heureux de la vie qu'ils mènent en Algérie. Ce sont ces « **centurions** » récemment dépeints dans un livre qui, contrairement à ce qu'on pourrait croire, a été accueilli avec faveur dans les popotes : les officiers y sont athlétiques et néanmoins intelligents, leurs bonnes fortunes diverses mais toujours agréables; on « en bave » tant qu'il s'agit de faire « crapahuter les gaziers » mais on finit toujours par « **coxer les viets** » et si on a la chance de ne pas se faire « dégrupper », on peut espérer tirer trois jours au Saint-Georges. C'est la belle vie...

Pour beaucoup d'autres, et il serait injuste de ne pas le dire, la solde compte peu et si la vie qu'ils mènent en Algérie leur paraît belle, c'est pour d'autres motifs, ceux-là plus qu'honorables.

Il s'agit de tous ceux qui sont affectés aux besognes sans gloire du quadrillage, qui ne connaissent ni l'exaltation factice des opérations spectaculaires où l'on gagne galons et médailles, ni les succès féminins des « hommes peints », mais qui se persuadent chaque jour de l'utilité de leur tâche ingrate et de sa noblesse.

Ils protègent les vies et les biens de colons dont ils supportent mal l'arro-

gance grossière, et qui leur répètent à chaque occasion : « Vous ne « les » connaissez pas comme nous... ils ne comprennent que la trique ».

Ils protègent les Musulmans contre les exactions du F.L.N. — et contre l'avidité des pieds-noirs.

Ils construisent des routes, des écoles, font honnêtement ce qu'ils peuvent, se sentent libéraux en diable parce qu'ils ne craignent pas, à la popote, de défendre l'autodétermination. Ceux-là sont la masse — on pourrait même dire ceux-là sont vraiment l'armée d'Algérie, s'ils n'en étaient, en réalité, la piétaille, dont d'autres sont prêts à exploiter habilement les rancœurs, la lassitude... les complexes.

C AR il reste à parler des autres.

Ceux qui ne sont ni des têtes brûlées, ni des boy-scouts, et qui préparent tranquillement « la suite ». Non pas celle que De Gaulle nous promet, sitôt fini le dernier quart d'heure, mais celle à laquelle ils n'ont renoncé que très provisoirement, au lendemain du 13 mai, lorsque les gaullistes les ont « frustrés » — encore un complexe — de leur révolution.

Les activistes de l'armée d'Algérie sont arrivés à se forger une doctrine qui est l'ahurissante synthèse de théories ou de dogmes contradictoires, souvent assez mal assimilés.

De Maurras, ils ont d'abord retenu cette idée essentielle : l'opposition du « pays réel » au « pays légal ». Et, s'estimant les meilleurs interprètes du « pays réel », ils justifient d'avance leur intervention — même brutale — dans la marche des affaires publiques : ils veulent qu'il soit bien dit, une fois pour toutes, qu'ils ne font, n'ont fait et ne

feront jamais « de politique ». Ils se contenteront, le moment venu, de faire entendre à l'État la volonté de la Nation.

A Mao Tse Tung — qui a définitivement supplanté Clausewitz dans l'enseignement militaire supérieur — ils ont emprunté les méthodes de la guerre subversive et de l'action psychologique (dont les premiers cadres ont été constitués par d'anciens prisonniers des « Viets », passés par le lavage de cerveaux). Et ils comptent s'en servir non pour déjouer les plans de l'adversaire, mais bien pour réussir, à leur tour, la conquête du pouvoir.

Tout en se défendant de « faire de la politique », ils sont poursuivis, hantés par une crainte — un complexe : la peur d'être étiquetés comme des hommes « de droite ». D'où l'affirmation, à propos notamment de la politique algérienne, d'aspirations libérales, socialisantes, progressistes.

Enfin, brochant sur le tout, à la fois parce que cela correspond à leur formation, leur milieu social — et aussi parce qu'il faut bien s'appuyer sur une force existante, ces officiers proclament hautement qu'ils sont les meilleurs défenseurs de la civilisation chrétienne — entendez du catholicisme romain.

Cet amalgame doctrinal et philosophique serait, finalement, assez puéris et risible si ceux qui l'ont élaboré ne disposaient, pour en imposer l'adoption au pays, des armes que la France a confiées à son armée pour d'autres tâches.

Or, répétons-le, bien qu'il ne s'agisse que d'une minorité, cette minorité est capable aujourd'hui, elle le fut il y a deux ans, de jeter dans la balance le poids de l'armée tout entière.

Et que l'on ne vienne pas nous dire que

De Gaulle, depuis deux ans, a pris l'armée en mains. Car si lui-même — qui ne pêche jamais par excès de modestie — a pu sincèrement le croire, il ne lui est plus permis, depuis le 24

janvier dernier, de conserver sur ce point grande illusion.

